

PREFECTURE
DIRECTION DE L'INTERMINISTERIALITE
ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE
Bureau des procédures environnementales et foncières

PRÉFET DE MAINE-ET-LOIRE

installations classées pour la protection de l'environnement

ARRÊTÉ n°3/ portant mise en demeure

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

**Société SAS CET BOUYER LEROUX à LA SEGUINIÈRE,
Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux**

**LA PRÉFÈTE DE MAINE-ET-LOIRE
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation DDID-2010-n° 348 en date du 11 juin 2010, autorisant la SAS CET BOUYER LEROUX à exploiter une installation de stockage de déchets non dangereux, située au lieu-dit « La Cachotière » sur le territoire de la commune de LA SEGUINIÈRE (49 280) ;

Vu l'article 4.2.10 de l'arrêté d'autorisation précité qui fixe les valeurs limites des effluents liquides avant leur rejet dans le milieu naturel ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 20 mai 2016, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement, constatant que la société SAS CET BOUYER LEROUX n'a pas respecté l'intégralité de cette prescription en raison des dépassements de concentrations de matières en suspension relevés en sortie de certains bassins de collecte de eaux pluviales ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant ;

Considérant que lors de l'examen des résultats d'analyses produits dans le rapport annuel d'activités 2015, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté que les concentrations des rejets d'eaux pluviales dans le milieu naturel dépassaient largement la valeur prescrite par l'arrêté d'autorisation avec des valeurs en pointe jusqu'à 500 mg/l pour une limite imposée à 35 mg/l ;

Considérant que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article 4.2.10 de l'arrêté préfectoral du 11 juin 2010 susvisé ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société SAS CET BOUYER LEROUX de respecter les prescriptions de l'article 4.2.10 de l'arrêté préfectoral du 11 juin 2010 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

ARRETE

Article 1 - La société SAS CET BOUYER LEROUX exploitant une installation de stockage de déchets non dangereux située au lieu-dit « La Cachotière » sur le territoire de la commune de LA SEGUINIÈRE (49 280) est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 4.2.10 de l'arrêté préfectoral du 11 juin 2010 en limitant la concentration en matières en suspension (MEST) de tous ses rejets d'eaux pluviales à la valeur maximale admise de 35 mg/l prévue par son arrêté sus-visé dans un délai de **1 mois** à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 - L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées, dans un délai de **4 mois** à compter de la notification du présent arrêté, les justificatifs attestant du respect des dispositions mentionnées à l'article 1 accompagnés d'un descriptif des moyens de traitements mis en œuvre pour y parvenir.

Article 3 - Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 4 - Conformément à l'article L. 514-6 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Nantes, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

En application du dernier alinéa du 1° du II de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement l'opposition à l'état exécutoire pris en application d'une mesure de consignation ordonnée par l'autorité administrative devant le juge administratif n'a pas de caractère suspensif.

Article 5 - Une copie du présent arrêté sera affichée pendant un mois à la mairie de LA SEGUINIÈRE, ensuite conservée dans les archives de la mairie. Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire de LA SEGUINIÈRE et envoyé à la préfecture, bureau des procédures environnementales et foncières.

Article 6 - Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de CHOLET, le maire de LA SEGUINIÈRE, le directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement et le commandant du groupement de gendarmerie de Maine et Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à la SAS CET BOUYER LEROUX par lettre recommandée avec accusé de réception.

Fait à ANGERS, le - 5 JUL. 2016

Pour la Préfète et par délégation,
le Secrétaire Général de la préfecture



Pascal GAUCI